Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Anne-Lauvergeon-la-femme-qui

1er juin 2004

Anne Lauvergeon, la femme qui volait 6 milliards

Anne Lauvergeon va nous coûter très cher.

La puissante PDG d'Areva a donné ses ordres au gouvernement français : EDF, avec l'argent de nos factures, doit acheter un réacteur nucléaire EPR.

Justement, ça tombe bien, c'est Areva qui doit fabriquer ce joujou ! Coût : 3 milliards d'euros. Peu importe que la France n'ait aucunement besoin de nouveaux moyens de production d'électricité, l'essentiel semble être d'empêcher tout investissement dans les énergies renouvelables et, simultanément, de "doper" la carrière de la dame.

Une seconde information tout aussi importante, tant sur le plan industriel que financier, est passée presque inaperçue : le 26 novembre 2003, Mme Lauvergeon a annoncé la construction d'une nouvelle usine de préparation du combustible nucléaire, plus précisément d'enrichissement de l'uranium. Coût : là aussi, 3 milliards d'euros. Une paille !

3 milliards + 3 milliards = une paille ?

Actuellement, les barres d'uranium enrichi qui servent dans le cœur des réacteurs nucléaires français sont préparées dans la Drôme, à Eurodif, usine voisine de la centrale nucléaire de Tricastin... dont elle absorbe quasiment toute la production ! Eurodif, rebaptisée "Georges Besse" en 1986, doit fermer ses portes en 2012. Il faut prendre la mesure de l'événement : avec son annonce, Anne Lauvergeon a tout simplement signifié qu'elle avait, à elle seule, tranché le débat de société sur le nucléaire : construire une nouvelle usine de combustible, cela revient bien à décider que le nucléaire va continuer en France, quoi qu'en pensent les citoyens ! Certes, l'uranium enrichi s'exporte, mais le marché français est bien le premier débouché d'Eurodif.

L'ancienne "sherpa" de François Mitterrand a pris quelques précautions, avec un cynisme digne de son ancien mentor : pour faire son annonce, elle a choisi le jour du choix du site européen candidat pour recevoir le réacteur ITER (fusion nucléaire). Flash-back : "Les Quinze doivent trancher, mercredi 26 novembre, entre Cadarache (Bouches-du-Rhône) et Vandellos (Catalogne) pour proposer un site d'accueil de la machine expérimentale face à la candidature japonaise. Ce projet nécessitera un

investissement de 10 milliards d'euros sur trente ans.

Rappelez-vous, c'était la folie médiatique : "Le soleil domestiqué à Cadarache", "La puissance des étoiles maîtrisée", etc.

Une annonce d'une importance fondamentale

On n'entendait parler que de ça. Mme Lauvergeon pouvait être sûre que son annonce allait passer inaperçue, alors qu'elle a une triple signification, d'une importance pourtant fondamentale :

- La PDG d'Areva a décidé à elle seule la relance du nucléaire.

- L'enrichissement de l'uranium par "diffusion gazeuse", technique utilisée depuis 20 ans par Eurodif, est abandonné : trop cher, trop de consommation d'électricité. Encore un fiasco que nous avons financé !

- La technique retenue pour la nouvelle usine est la "centrifugation", alors que 5 milliards de francs ont été investis depuis dix ans pour mettre au point l'enrichissement "par laser". Encore un fiasco que nous finançons... et que nous risquons bien de continuer à financer malgré tout : en ce 15 janvier 2004, le Commissriat à l'énergie atomique (CEA) communique : "Enrichissement de l'uranium : le laser n'a pas dit son dernier mot ! (...) En France, un plan de recherche sur 4 ans a été décidé en 2000 dans le but de réaliser, sur le site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Pierrelatte, un démonstrateur intégré à l'échelle représentative du procédé Silva (Séparation isotopique par laser de la vapeur atomique). Ce programme a pu démontrer la faisabilité et le potentiel technique du dispositif. Quelque 200 kg d'uranium enrichi à teneur isotopique significative ont notamment été produits en novembre 2003, avec environ une tonne d'uranium appauvri obtenue en parallèle. A l'avenir, il est fort probable que le procédé d'enrichissement par laser bénéficie d'évolutions dans les domaines des lasers industriels et de l'optique qui permettront de confirmer ses capacités."

De toute évidence, nous n'avons pas fini de payer, très cher, les déroutes technologiques du lobby nucléaire. Ces sommes s'ajoutent aux 6 milliards d'euros que Mme Lauvergeon s'apprête à voler aux citoyens : 3 milliards pour l'EPR, et 3 milliards pour... "Georges-Besse 2". Car la nouvelle usine d'enrichissement d'uranium portera elle aussi le nom de l'ex-Pdg de Renault. Au fait, pourquoi cet hommage ?

Rendez-vous à l'article suivant (page 24) pour découvrir un des plus dramatiques scandales du nucléaire français...

En bref

La sûreté nucléaire nous remercie !

L'arrêté interministériel de Cruas a été publié au Journal officiel le 7 novembre 2003, après avoir été bloqué sur des bureaux ministériels pendant plus de deux ans - merci au Réseau d'avoir débloqué les choses grâce à ses actions sur la centrale du Blayais.

C. H. (Responsable au sein de l'autorité de sûreté nucléaire)

Note du Réseau : après trois ans de fonctionnement illégal, les centrales nucléaires de Gravelines et de Cruas ont vu leurs nouveaux arrêtés interministériels de rejets publié au Journal officiel le 7 novembre 2003. La DRIRE Rhône-alpes s'est félicité dans un mail qui nous a été adressé (lire ci-dessus) de se soudain réveil des services ministériels... qui s'explique facilement : le Réseau "sortir du nucléaire", par l'intermédiaire de son association girondine Tchernoblaye, a attaqué en justice la centrale nucléaire du Blayais qui a aussi fonctionné en l'absence d'autorisations de rejets. Cruas et Gravelines étaient les suivantes sur la liste !

Ca fait toujours plaisir

Message reçu au Réseau de Monseigneur Jacques Gaillot (évêque de Partenia) : "Merci pour tout ce que vous faites."

La plus grande centrale solaire au monde sera construite près de Leipzig (Allemagne)

La plus grande centrale mondiale d'énergie solaire, selon ses concepteurs, verra le jour fin juillet au sud de Leipzig (est). Cette centrale, composée de 33.500 panneaux solaires, devrait produire cinq mégawatts/heure, de quoi alimenter en électricité 1.800 foyers, ont annoncé les sociétés Shell Solar, basée à Munich (sud), et GEOSOL, basée à Berlin. "Cela permettrait de réduire le dioxyde de carbone de 3.700 tonnes par an", ont ajouté les concepteurs de la centrale. L'Allemagne est actuellement le deuxième producteur mondial d'énergie solaire derrière le Japon.

Source : 19 janvier 2004 - AFP

Relaxe d'un militant anti-nucléaire qui s'était assis sur un képi de gendarme

Un militant anti-nucléaire alsacien, poursuivi pour avoir résisté à un gendarme lors d'une manifestation en 2002 contre le passage d'un train de déchets nucléaires et avoir "dégradé légèrement" un képi en s'asseyant dessus, a été relaxé mercredi par le tribunal correctionnel de Strasbourg.

Il avait également reconnu avoir refusé de parler en français aux gendarmes.

"Que je parle dans ma langue régionale (l'alsacien) à la police chez moi, c'est normal. Qu'ils ne me comprennent pas, ce n'est pas normal", avait-il commenté, soutenu par un comité d'une dizaine de personnes.

Source : 04 février 2004 - AFP

Le poids du Réseau

A l'association Rhône-Alpes sans nucléaire, nous assistons régulièrement aux conférences de la Société Française de l'Energie Nucléaire (SFEN). Il est intéressant de constater que cette année, pour la première fois, le conférencier a commencé son exposé par un avertissement au public prétendant que le Réseau Sortir du nucléaire n'est pas toujours bien informé : signe positif d'une reconnaissance du réseau en tant qu'interlocuteur de poids sur la scène du nucléaire.

Mireille
Stéphane Lhomme